



**PRÉFET  
DU VAL-  
DE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique**

Arrêté préfectoral n° 2025/03847 du 24 SEP. 2025  
portant réglementation complémentaire des installations classées exploitées  
par la RATP au Centre Bus de CRETEIL  
situé angle de l'avenue du Maréchal Foch et de la route de la Pompadour

**LE PRÉFET DU VAL-DE-MARNE**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, L. 181-14 et R. 181-46 ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination du préfet du Val-de-Marne, monsieur Étienne STOSKOPF ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 portant réglementation complémentaire des installations classées exploitées par la RATP au Centre Bus de CRETEIL situé angle de l'avenue du Maréchal Foch et de la route de la Pompadour ;
- VU** le dossier de porter-à-connaissance transmis le 22 décembre 2023 par la RATP concernant des modifications d'exploitation de son établissement situé à CRETEIL, complété le 28 février 2025 et le 26 juin 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées datée du 20 août 2025, faisant suite aux visites d'inspection du 17 novembre 2023 et du 5 août 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 août 2025 proposant un projet d'arrêté complémentaire ;
- VU** le courrier transmis à l'exploitant le 4 septembre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date 12 septembre 2025 et par courrier en date du 17 septembre 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet porté par la RATP, dont le but est de remplacer 16 bus fonctionnant au gaz naturel par 17 bus fonctionnant à l'hydrogène, ne relève d'aucune catégorie du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement. Cette modification n'est soumise ni à évaluation environnementale systématique ni à un examen au cas par cas ;

**CONSIDÉRANT** que la modification présentée par l'exploitant n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la modification présentée par l'exploitant ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications projetées sont jugées notables et non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la station-service du site n'est plus classée sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les installations de nettoyage-dégraissage de surface du site ne sont plus classées sous la rubrique n° 2563-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation de stockage des bouteilles de gaz naturel comprimé (GNC) n'est plus classée sous la rubrique n° 4310 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de charge électrique des bus n'a jamais été mis en œuvre, que cette activité est désormais caduque et qu'il convient d'abroger l'article 3.1.3 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en place d'un mur coupe-feu de degré deux heures, d'une hauteur de 4,7 mètres et d'une longueur de 50 mètres en limite de site est nécessaire afin de maîtriser les effets de surpression et de protéger les bâtiments voisins ;

**CONSIDÉRANT** que les dernières visites d'inspection des installations, réalisées le 17 novembre 2023 et le 5 août 2025, ont mis en évidence la nécessité de modifier des prescriptions existantes applicables au site ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications nécessitent de mettre à jour des dispositions réglementaires d'actes antérieurs, et de prescrire des dispositions particulières pour encadrer le fonctionnement et la surveillance des bus fonctionnant à l'hydrogène ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 1<sup>er</sup> – Bénéficiaire**

L'exploitant RATP, Centre Bus de CRETEIL (n° SIRET 775 663 438 00478), dont le siège social est situé à 54 rue quai de la Râpée, 75012 Paris, est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des actes antérieurs notamment l'arrêté préfectoral n°2019/3738 en date du 19 novembre 2019, à exploiter un centre bus sur le territoire de la commune de CRETEIL (94000), situé angle de l'avenue du Maréchal Foch et de la route de Pompadour (coordonnées Lambert X=658982 Y=6852650).

Les dispositions visées spécifiquement en annexe I du présent arrêté sont applicables selon le calendrier spécifié.

#### **Article 2 – Études complémentaires**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les éléments permettant :

- de justifier l'exclusion du scénario d'éclatement des bouteilles d'hydrogène constituant le réservoir des bus remisés ou entretenus sur le site ou, à défaut, d'en étudier les risques ;
- de justifier l'absence de prise en compte, dans ses modélisations, de scénarios accidentels pouvant conduire au déclenchement d'un deuxième et/ou troisième dispositif de décharge thermique (Thermal Pressure Relief Device, TPRD) par bouteille d'hydrogène, ou, à défaut, d'en étudier les risques.

### **Article 3 – Cessation partielle d’activité – rubrique 1435 et 2563**

Les installations de distributions et de stockage de carburants restent en activité, avec un volume d’activité inférieur au seuil de la déclaration de la rubrique 1435, et ne sont plus classées selon une rubrique de la nomenclature des installations classées du fait de la diminution des quantités de gasoil distribuées.

Les installations de nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles restent en activité, avec un volume d’activité inférieur au seuil de la déclaration de la rubrique 2563, et ne sont plus classées selon une rubrique de la nomenclature des installations classées du fait de la diminution des quantités utilisées.

À l’arrêt définitif des installations, les opérations de mise en sécurité sont réalisées conformément aux dispositions de l’article R. 512-75-1 du code de l’environnement. Sauf évolution réglementaire ultérieure, la bonne mise en œuvre des mesures mises en place fait l’objet d’une attestation réalisée par un bureau d’étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués, conformément à l’article R. 512-39-1-III du code de l’environnement. Elle est transmise à l’inspection des installations classées, accompagnée du diagnostic environnemental réalisé qui doit conclure sur la nécessité de réaliser ou non un plan de gestion de la pollution.

### **Article 4 – Modification et compléments apportés aux actes antérieurs**

Les prescriptions de l’arrêté préfectoral d’autorisation 2019/3738 du 19 novembre 2019 sont supprimées, modifiées ou complétées par le présent arrêté dans les conditions suivantes :

Références de l’arrêté préfectoraux antérieurs	Le cas échéant, références des articles dont les prescriptions sont supprimées, modifiées, complétées ou créées	Nature des modifications
Arrêté n°2019/3738 du 19 novembre 2019	Article 2	Modifié par l’article 5.1 du présenté arrêté
	Article 7	Création par l’article 5.2 du présent arrêté
	Article 1.2.1 des perscriptions techniques	Modifié par l’article 5.3 du présenté arrêté
	Article 2.3.2 des perscriptions techniques	Modifié par l’article 5.4 du présenté arrêté
	Article 2.4.2 des perscriptions techniques	Modifié par l’article 5.5 du présenté arrêté
	Article 2.5.1 des perscriptions techniques	Modifié par l’article 5.6 du présenté arrêté
	Article 3.1.1 des perscriptions techniques	Modifié par l’article 5.7 du présenté arrêté
	Article 3.1.2 des perscriptions techniques	Modifié par l’article 5.8 du présenté arrêté
	Article 3.1.3 des perscriptions techniques	Abrogé par l’article 5.9 du présent arrêté
	Titre 4 des perscriptions techniques	Création par l’article 5.10 du présent arrêté

## **TITRE 2 : CONDITIONS PARTICULIÈRES D’EXPLOITATION**

### **Article 5 – Modification de l’arrêté préfectoral complémentaire du 19 novembre 2019**

#### **Article 5.1 – Actualisation du classement du site**

Les dispositions de l’article 2 de l’arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

**« Article 2 : Liste des installations relevant d’une rubrique de la nomenclature des installations classées (ICPE)**

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubriques	Régime	Intitulés	Volume des activités
1413-1-b	A	Gaz naturel ou biogaz, sous pression (installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs , ou autres appareils, de véhicules ou engins de transports fonctionnant au gaz naturel ou biogaz et comportant des organes de sécurité) : 1. Le débit total en sortie du système de compression étant : a) Supérieur ou égal à 2 000 m³/h	Hall de charge extérieur Postes de charge rapide : 3 Postes de charge lente : 109 Type de carburant : GNV Débit : 6000 Nm³/h
2910-A-2	DC	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaufferie Nombre de chaudières :3 Puissance par chaudière : 1404 kWth Soit 4,212 MWth
2930-1-b	DC	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : b) Supérieure à 2 000 m2, mais inférieure ou égale à 5 000 m2	Hall de maintenance : 4800 m² Rubrique initialement autorisée par arrêté préfectoral du 23/03/1970

A (Autorisation) ; DC (Déclaration avec Contrôle périodique) ; NC (Non Concerné) »

## Article 5.2 – Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

À la suite de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019, est ajouté l'article suivant :

« **ARTICLE 7 : Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement**

*Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.*

*Sauf dispositions particulières énoncées dans présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques auxquelles est soumis l'établissement. »*

## Article 5.3 – Conformité aux dossiers

Les dispositions de l'article 1.2.1 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 1.2.1 Conformité aux dossiers

*Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.»*

## Article 5.4 – Réservoirs et annexe

Au troisième alinéa de l'article 2.3.2 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 susvisé, le mot « double » du clapet anti-retour d'emplissage est supprimé.

#### **Article 5.5 – Distributeurs et annexes**

Les alinéas 20 et 21 de l'article 2.4.2 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 susvisé sont supprimés et remplacés par les dispositions suivantes :

*« L'appareil de distribution est conçu de manière à favoriser une ventilation naturelle. À cet effet, des orifices d'aération sont disposés en partie haute et basse de l'appareil de distribution. L'exploitant prend toute mesure pour maintenir l'efficacité de cette ventilation. »*

#### **Article 5.6 – Distribution de charge lente**

Au premier alinéa de l'article 2.5.1 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019, le nombre « 123 » est remplacé par « 95 ».

#### **Article 5.7 – Atelier de réparation**

Le premier alinéa de l'article 3.1.1 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

*« L'atelier de réparation et d'entretien des véhicules du site, d'une superficie de 4 800 m<sup>2</sup> est exploité conformément aux prescriptions du titre I du présent arrêté, aux dispositions applicables aux installations existantes de l'annexe II de l'arrêté du 04 juin 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2930 relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie, ou autres arrêtés s'y substituant, et aux prescriptions suivantes joints en annexe du présent arrêté. »*

Le deuxième alinéa de l'article 3.1.1 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

*« L'atelier de maintenance est dédié à la réparation et à l'entretien des bus. Pour les interventions concernant les bouteilles de gaz ou le circuit de gaz de l'autobus, les véhicules sont préalablement purgés. L'opération de purge est réalisée à l'aide d'un compresseur de transfert situé dans le remisage extérieur pour les bus fonctionnant au gaz naturel et, au niveau de l'emplacement unique extérieur autorisé à la purge d'hydrogène, pour les bus fonctionnant à l'hydrogène. »*

Le cinquième alinéa de l'article 3.1.1 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

*« L'atelier est équipé de systèmes permettant la détection permanente des gaz mis en œuvre comme carburant. »*

Entre le sixième et le septième alinéa de l'article 3.1.1 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 susvisé est insérée la disposition suivante :

*« La détection de gaz (10 % de la LIE) entraîne un déclenchement des asservissements existants (coupure armoire de la zone, équipements...), une diffusion d'alarme dans la zone impactée et un report d'alarme. »*

#### **Article 5.8 – Remisage intérieur**

Les dispositions de l'article 3.1.2 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 susvisé sont complétées par la disposition suivante :

*« Le remisage en intérieur des bus fonctionnant à l'hydrogène est interdit »*

#### **Article 5.9 – Charge de bus électrique**

L'article 3.1.3 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 est abrogé.

#### **Article 5.10 – prescriptions particulières applicables à l'utilisation des bus fonctionnant à l'hydrogène**

À la suite de l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019, est ajouté le titre 4 suivant :

«

#### **TITRE 4 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A L'UTILISATION DES BUS FONCTIONNANT A L'HYDROGÈNE**

##### **Article 4.1 Bus à hydrogène**

Les bus fonctionnant à l'hydrogène sont conformes au règlement n°134 de la Commission Économique pour l'Europe des Nations unies, ou toute réglementation plus récente s'y substituant, ainsi qu'aux spécifications techniques prévus dans le porter à connaissance. Toute introduction sur site de bus non conformes à ces spécifications techniques est interdit.

##### **Article 4.2 Implantation des places de remisage et de maintenance des bus hydrogène**

Les emplacements de remisage des bus fonctionnant à l'hydrogène sont implantés de manière à prévenir tout effet domino avec les bus fonctionnant au gaz naturel. Notamment, les places de remisage des bus fonctionnant au gaz naturel doivent être maintenues à une distance minimale de 8 mètres des places réservées aux bus fonctionnant à l'hydrogène. Les places de remisage des bus fonctionnant à l'hydrogène sont dépourvues d'alimentation de gaz naturel.

Des mesures d'aménagement et de signalisation appropriées sont mises en place pour garantir le respect permanent de cette distance d'éloignement.

Le remisage, la maintenance et les opérations spécifiques aux bus fonctionnant à l'hydrogène doivent être réalisés conformément au plan de remisage et d'aménagement transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement le 28 février 2025 dans le cadre du porter à connaissance consolidé n°54273004. En particulier, le stationnement des bus fonctionnant à l'hydrogène est interdit en dehors des emplacements autorisés.

##### **Article 4.3 Ravitaillement des bus**

Le ravitaillement des bus fonctionnant à l'hydrogène est interdit dans l'enceinte du centre bus de Créteil.

##### **Article 4.4 Maintenance et zones adaptées**

Cinq emplacements de maintenance et la zone de lavage de bus sont aménagés pour être compatibles avec les caractéristiques techniques des bus fonctionnant à l'hydrogène. Les opérations de maintenance préventives et correctives sur les bus doivent être réalisées exclusivement dans l'atelier existant, après adaptation des postes de travail aux risques liés à l'hydrogène.

##### **Article 4.5 Opérations de purge**

Les opérations de purge des réservoirs d'hydrogène, qu'elles soient préventives ou correctives, doivent être réalisées exclusivement en extérieur sur l'emplacement dédié mentionné à l'article 4.2.

##### **Article 4.6 Maîtrise des effets de surpression**

Afin de protéger les bâtiments voisins, situés à l'ouest du site, à proximité des zones de maintenance des bus à l'intérieur de l'atelier, un mur coupe-feux de degrés 2 heures d'une hauteur de 4,7 mètres, d'une longueur de 50 mètres et construit de manière à résister à l'onde de surpression envisagée, est implanté en limite de site.

»

##### **Article 5 – Publicité et affichage**

Conformément à l'article R. 181-44 du Code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- une copie de cette décision est adressée à la mairie de Créteil et peut y être consultée. Elle y fait l'objet d'un affichage pendant une durée minimale d'un mois dont le procès-verbal de l'accomplissement est dressé par les soins du maire.
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Val-de-Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

#### **Article 6 – Voies et délais de recours**

La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction en application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, peut être déférée au Tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication.

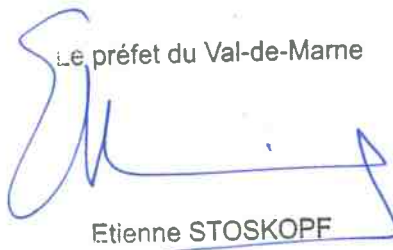
La présente décision peut faire l'objet de recours administratifs, dans le délai de deux mois :

- recours gracieux auprès du préfet du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94 038 CRÉTEIL Cedex ;
- recours hiérarchique auprès de la ministre de la Transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, 246 boulevard Saint-Germain, 75 007 PARIS.

#### **Article 7 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de Créteil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant de la société RATP, mis en ligne sur le site national de l'inspection des installations classées et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Le préfet du Val-de-Marne



Etienne STOSKOPF

## **Annexe I : Dispositions transitoires et calendrier de mise en conformité**

Afin de se conformer aux dispositions du présent arrêté, l'exploitant réalise les travaux nécessaires selon l'échéance suivante :

<b>Article</b>	<b>Disposition</b>	<b>Date limite de réception des travaux = conformité à la disposition</b>
Article 4.6	Mur atténuateur	12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral

Dans l'attente de la réception du mur atténuateur, toute activité de maintenance sur les bus fonctionnant à l'hydrogène est strictement interdite.